

Les deux nouveaux sénateurs calédoniens affichent leur unité lors d'une cérémonie très symbolique

L'indépendantiste Robert Xowie et le non-indépendantiste Georges Naturel se sont retrouvés jeudi 5 octobre à la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris pour un « bonjour » coutumier.

Par [Nathalie Guibert](#)

Publié aujourd'hui à 17h03, modifié à 18h11
Article réservé aux abonnés

Une scène lourde de sens s'est jouée, jeudi 5 octobre, à la Maison de la Nouvelle-Calédonie (MNC), à Paris. Ensemble, les deux nouveaux sénateurs du territoire, l'indépendantiste Robert Xowie (groupe communiste), et le non-indépendantiste Georges Naturel (Les Républicains, LR) ont procédé à une « coutume de bonjour » devant les personnels de la MNC et une poignée d'étudiants calédoniens. « *Notre élection a surpris. Mais ce sont les deux légitimités calédoniennes qui se présentent devant vous* », a déclaré M. Naturel. « *Il faut un accord des citoyens de ce pays, c'est cela qui a toujours fait loi en Nouvelle-Calédonie depuis les accords de Matignon* » de 1988 qui ont mis fin à la quasi-guerre civile, a plaidé M. Xowie.

Mêlant leurs voix, les grands électeurs des deux camps ont désavoué, dimanche 24 septembre, le sénateur sortant Pierre Frogier (LR) allié à la cheffe de file des loyalistes, Sonia Backès, candidate pour Renaissance. Présidente de la province Sud de Nouvelle-Calédonie et secrétaire d'Etat à la citoyenneté du gouvernement Borne, M^{me} Backès a démissionné de son poste national le 27 septembre. Les loyalistes, surpris par l'ampleur de leur défaite, ont dénoncé une trahison de la droite calédonienne.

MM. Xowie et Naturel entendent bien desserrer l'étau qui enferme les discussions en cours sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, la radicalité des loyalistes s'opposant à celle de l'Union calédonienne, la principale composante du Front de libération nationale kanak et socialiste, qui a appelé à suspendre les échanges avec l'Etat jusqu'à nouvel ordre. « *Nous avons demandé à rejoindre les délégations qui discutent avec l'Etat*, précise Georges Naturel. *Nous sommes la voix du terrain, de la proximité : la population calédonienne en a marre de l'affrontement des blocs.* »

« Une histoire commune » avec le « peuple français »

Souhaitée par Emmanuel Macron pour le début de l'année 2024, la révision constitutionnelle sur le futur statut du Caillou « *va répondre à une volonté consensuelle* », assure le sénateur Xowie. Rappelant sa volonté de garder une « *liberté de parole* » au Sénat, il évoque un « *soutien sans faille* » du groupe communiste qui l'accueille. « *Je suis indépendantiste, les choses sont claires. Mais le mot Kanaky ne doit pas diviser, il est intégré au langage*

calédonien, exprime-t-il. Et le peuple français n'est pas l'ennemi des Kanak. On a une histoire commune. C'est le patrimoine qu'il faut garder. »

La Nouvelle-Calédonie est la plus grosse fédération LR en outre-mer, rappelle Georges Naturel, et le parti « *a intérêt à ce que la famille se rassemble* ». Au Sénat, où Gérard Larcher connaît très bien le dossier calédonien, les deux élus pensent agir de concert pour exposer la situation du territoire. Ils craignent que le sujet soit davantage otage de la politique nationale à l'Assemblée nationale.

Les deux sénateurs ont mesuré le symbole qu'il y avait à s'exprimer à la MNC : dans ce lieu d'influence et de soutien à la communauté calédonienne de l'Hexagone, un « salon du Broussard », l'emblématique éleveur caldoche, jouxte une case kanak ceinte des huit poteaux sculptés des aires coutumières de l'archipel. Composant le conseil d'administration, les institutions du territoire (le gouvernement, le congrès et les trois provinces) laissent toutefois la Maison périliter, faute de s'entendre. Les nouveaux sénateurs deviennent membres de droit du même conseil d'administration, à titre consultatif, rejoignant les deux députés Renaissance du territoire, Philippe Dunoyer et Nicolas Metzdorf.

Une somme de 585 000 euros est prévue pour éviter la rupture de trésorerie de la MNC, selon le rapport budgétaire soumis jeudi 5 octobre à l'approbation du congrès par l'exécutif calédonien. Ce soutien s'inscrit [dans l'enveloppe de 37 millions d'euros](#) que l'Etat vient de verser au gouvernement local pour sauver son budget 2024. Le rapport note que salaires et loyer ne peuvent être payés car « *l'absence de versement par la province des Iles de sa subvention de fonctionnement pour 2023, ainsi que l'absence de versement par la province Nord et par la province Sud de leurs subventions de fonctionnement au titre de l'année 2022 ont dégradé très sérieusement la trésorerie de l'association* ». La transformation de celle-ci en groupement d'intérêt public devrait permettre de sauver ce lieu emblématique de l'unité calédonienne.

[Nathalie Guibert](#)